

Extrait du Registre des Délibérations
Comité Syndical
Séance du mardi 11 février 2025

Date de la convocation : mardi 4 février 2025

Étaient Présents :

Membres titulaires :

Nicolas PATRIARCHE, Michel CAPERAN, Jean-Claude BOURIAT, Jean-Yves COURREGES, Monique ARDOY, Patrice BARTOLOMEO, Kenny BERTONAZZI, Michel BILLE, Jean-Louis CALDERONI, Thibaud CHENEVIÈRE, François DAMIAN-PICOLLET, Gilbert DANAN, Jean-Marc DENAX, Victor DUDRET, Philippe DUVIGNAU, Clarisse JOHNSON-LE LOHER, Yves LACOSTE, Régis LAURAND, Jacques LEROUX-MENESTREY, Jacques LOCATELLI, Bernard MARQUE, Françoise MARTEEL, Marie-Laure MESTELAN, André NAHON, Valérie REVEL, Karine RODRIGUEZ, Pauline ROY, Joël SEGOT, Patricia WOLFS

Membres suppléants :

Michel BERNOS suppléé par Pierre HAMELIN, Marie-Claire NE suppléée par Didier RIVIERE, Francis PEES suppléé par Patrick ROUSSELET, Gilles TESSON suppléé par Philippe FAURE

Étaient représentés :

Jean-Michel BALEIX a donné pouvoir Valérie REVEL, François BAYROU a donné pouvoir à Nicolas PATRIARCHE, Jean-Louis PERES a donné pouvoir à Michel CAPERAN

Étaient excusés :

Muriel BAREILLE, Christelle BONNEMASON CARRERE, Nejia BOUCHANNAFA, Marion BUSSY, Eric CASTET, Frédéric CLABE, Frédéric DAVAN, Stéphanie DUMAS, Frédéric GOMMY, Arnaud JACOTIN, Jean-Yves LALANNE, Véronique LIPSOS-SALLENAVE,

Étaient absents :

Gwendoline ISAAC-LAVIGNE, Mohamed AMARA

Secrétaire de séance : Marie-Laure MESTELAN

PROCES-VERBAL
COMITE SYNDICAL DU 17 DECEMBRE 2024

Date de la convocation : lundi 9 décembre 2024

Étaient Présents :

Membres titulaires :

Nicolas PATRIARCHE, Jean-Claude BOURIAT, Michel CAPERAN, Jean-Yves COURREGES, BALEIX Jean-Michel, BERTONAZZI Kenny, BILE Michel, BOUCHANNAFA Naija, CALDERONI Jean-Louis, CASTET Eric, CLABE Frédéric, DAMIAN-PICOLLET François, DANAN Gilbert, DENAX Jean-Marc, DUDRET Victor, DUVIGNAU Philippe, GOMMY Frédéric, LACOSTE Yves, LAURAND Régis, LEROUX-MENESTREY Jacques, LOCATELLI Jacques, MARTEEL Françoise, NAHON André, RODRIGUEZ Karine, ROY Pauline, SEGOT Joël, WOLFS Patricia.

Membres suppléants :

NE Marie-Claire suppléée par RIVIERE Didier, PEES Francis suppléé par ROUSSELET Patrick.

Étaient représentés :

ARDOY Monique a donné pouvoir à DANAN Gilbert, BAYROU François a donné pouvoir à PATRIARCHE Nicolas, MESTELAN Marie-Laure a donné pouvoir à BERTONAZZI Kenny, PERES Jean-Louis a donné pouvoir à CAPERAN Michel.

Étaient excusés :

AMARA Mohamed, BARTOLOMEO Patrice, BERNOS Michel, BONNEMASON-CARRERE Christelle, CHENEVIÈRE Thibaud, DAVAN Frédéric, DUMAS Stéphanie, ISAAC-LAVIGNE Gwendoline, JACOTTIN Arnaud, JOHNSON-LE-LOHER Clarisse, LIPSOS-SALLENAVE Véronique, MARQUE Bernard, REVEL Valérie.

Étaient absents :

BAREILLE Muriel, BUSSY Marion, LALANNE Jean-Yves, TESSON Gilles.

Secrétaire de séance : ROY PAULINE

3 – Compte rendu des décisions prises en application de l'article L5211-10 du code général des collectivités territoriales

Rapporteur : Nicolas PATRIARCHE

Mesdames, Messieurs,

01 – Signature de l'annexe 1 valant avenant à la convention de groupement de commandes pour les prestations de services de traiteurs et portant adhésion du Syndicat Mixte Béarn Pau Pyrénées Mobilités à ce groupement de commandes.

(Décision du 19 juin 2024)

02 – Restitution de 9 véhicules mis à disposition par la Communauté d'Agglomération Pau Pyrénées propriétaire de ce bien.

(Décision du 27 juin 2024)

03 – Afin de renouveler le système radio utilisé par la STAP-Idelis des antennes radio et du matériel informatique afférent seront implantés sur le château d'eau de Morlaàs, moyennant une redevance annuelle de 500€ (sommes non assujettie à la TVA).

(Décision du 5 juillet 2024)

04 – Restitution de 2 véhicules mis à disposition par la Communauté d'Agglomération Pau Pyrénées propriétaire de ce bien.

(Décision du 15 juillet 2024)

05 – Restitution de 2 véhicules mis à disposition par la Communauté d'Agglomération Pau Pyrénées propriétaire de ce bien.

(Décision du 27 juillet 2024)

06 - Sorti de l'actif d'une navette électrique afin que ce véhicule puisse être remplacé par un nouveau immatriculé sous le numéro DL-764-PG.

(Décision du 7 août 2024)

07- Sorti de l'actif d'une navette électrique afin que ce véhicule puisse être remplacé par un nouveau immatriculé sous le numéro DL-792-PG.

(Décision du 7 août 2024)

08- Sorti de l'actif d'une navette électrique afin que ce véhicule puisse être remplacé par un nouveau immatriculé sous le numéro DL-810-PG.

(Décision du 7 août 2024)

09 - Sorti de l'actif d'une navette électrique afin que ce véhicule puisse être remplacé par un

nouveau immatriculé sous le numéro EC-782-SP.
(Décision du 7 août 2024)

10 – Versement de l'aide spécifique pour l'achat d'un VAE, vélo pliant ou vélo cargo aux administrés selon la liste annexée concernant la période d'aide versée pour les dossiers instruits au mois de juillet 2024 – envoi 1
(Décision du 7 août 2024)

11 – Versement de l'aide spécifique pour l'achat d'un VAE, vélo pliant ou vélo cargo aux administrés selon la liste annexée concernant la période d'aide versée pour les dossiers instruits au mois de juillet 2024 – envoi 2
(Décision du 7 août 2024)

12 – Versement de l'aide spécifique pour l'achat d'un VAE, vélo pliant ou vélo cargo aux administrés selon la liste annexée concernant la période d'aide versée pour les dossiers instruits au mois de juillet 2024 – envoi 3
(Décision du 7 août 2024)

13 – Versement de l'aide spécifique pour l'achat d'un VAE, vélo pliant ou vélo cargo aux administrés selon la liste annexée concernant la période d'aide versée pour les dossiers instruits au mois de juillet 2024 – envoi 4
(Décision du 7 août 2024)

14 – Versement de l'aide spécifique pour l'achat d'un VAE, vélo pliant ou vélo cargo aux administrés selon la liste annexée concernant la période d'aide versée pour les dossiers instruits au mois de juillet 2024 – envoi 5
(Décision du 7 août 2024)

15 – Versement de l'aide spécifique pour l'achat d'un VAE, vélo pliant ou vélo cargo aux administrés selon la liste annexée concernant la période d'aide versée pour les dossiers instruits au mois de juillet 2024 – envoi 6
(Décision du 7 août 2024)

16 – Versement de l'aide spécifique pour l'achat d'un VAE, vélo pliant ou vélo cargo aux administrés selon la liste annexée concernant la période d'aide versée pour les dossiers instruits au mois de juillet 2024 – envoi 7
(Décision du 7 août 2024)

17 – Versement de l'aide spécifique pour l'achat d'un VAE, vélo pliant ou vélo cargo aux administrés selon la liste annexée concernant la période d'aide versée pour les dossiers instruits au mois de juillet 2024 – envoi 8
(Décision du 7 août 2024)

18 – Versement de l'aide spécifique pour l'achat d'un VAE, vélo pliant ou vélo cargo aux administrés selon la liste annexée concernant la période d'aide versée pour les dossiers instruits au mois de juillet 2024 – envoi 9

(Décision du 7 août 2024)

19 – Versement de l'aide spécifique pour l'achat d'un VAE, vélo pliant ou vélo cargo aux administrés selon la liste annexée concernant la période d'aide versée pour les dossiers instruits au mois de juillet 2024 – envoi 10
(Décision du 7 août 2024)

20 – Versement de l'aide spécifique pour l'achat d'un VAE, vélo pliant ou vélo cargo aux administrés selon la liste annexée concernant la période d'aide versée pour les dossiers instruits au mois de juillet 2024 – envoi 11 + Pro
(Décision du 7 août 2024)

21 – Signature de la convention de groupement de commandes permanent pour la location, l'entretien de mobiliers urbains d'information et de la gestion de la publicité du Syndicat Mixte Béarn Pau Pyrénées Mobilités.
(Décision du 27 août 2024)

22 – Signature de la convention de groupement de commandes permanent pour l'achat et l'entretien de vélos à assistance électrique de service ainsi que le reconditionnement des batteries.
(Décision du 27 août 2024)

23 – Sollicitation du fond vert pour le futur système de vélos en libre-service, dont le montant de 500 000 € est inscrit au Plan Pluriannuel d'Investissement (année 2025).
(Décision du 3 octobre 2024)

Conclusions adoptées à l'unanimité

4 – Avis du Syndicat Mixte Pau Béarn Pyrénées Mobilités sur le projet de Règlement Local de Publicité Intercommunal

Rapporteur : Monsieur Nicolas PATRIARCHE

Mesdames, Messieurs,

Par courrier électronique du 3 octobre 2024, les services de la Communauté d'Agglomération m'ont informé que le Syndicat Mixte Pau Béarn Pyrénées Mobilités avait la qualité de personne publique associée dans le cadre de l'élaboration du futur RLPI, et, devait à ce titre, émettre un avis sur le projet du dit règlement avant le 15 octobre 2024.

N'ayant pas la possibilité de réunir l'organe délibérant du Syndicat Mixte dans un délai si contraint, j'ai néanmoins souhaité, par courrier du 7 octobre 2024, faire quelques observations sur les conséquences potentielles du contenu de ce projet sur la situation financière du Syndicat Mixte.

En effet, les règles actuellement proposées entraîneraient une disparition de certains formats et types de mobiliers urbains installés sur le domaine public accessoirement publicitaires (dispositifs de 8m² et dispositifs digitaux en Centre-Ville de Pau).

Depuis 2015, le Syndicat Mixte, les communes de Pau et Jurançon ainsi que la Communauté d'Agglomération sont associés, dans le cadre d'un groupement de commande, pour la gestion de

la publicité sur leurs mobiliers urbains respectifs installés sur le domaine public.

Dans le cadre de ce marché, le prestataire reverse une part du chiffre d'affaires réalisé à chaque membre du groupement au titre des mobiliers relevant de sa compétence. Ce marché doit être renouvelé en 2025, les conséquences du RLPI devront donc être prises en compte. Les candidats potentiels répondront par rapport au chiffre d'affaires global qu'ils pourront faire tous mobiliers confondus, et proposeront en conséquence la redevance à verser à chacun.

En 2023, cette redevance a été pour le Syndicat Mixte de 700 000 €. Une réduction du nombre de dispositifs et notamment de ceux générant le plus de chiffre d'affaires (8m² et digitaux) risque d'engendrer une proposition de redevance beaucoup plus faible pour le syndicat, voire même une absence de réponse à la procédure de mise en concurrence, les futurs candidats potentiels perdant également la grande majorité de leurs dispositifs installés sur le domaine privé.

D'autre part, étant des supports principaux pour la diffusion des messages d'intérêt général des collectivités, la suppression de ces différents types de dispositifs aurait des incidences importantes en matière de communication institutionnelle, des faces étant également réservées aux différentes collectivités membres du groupement.

Il convient de rappeler que la redevance publicitaire versée par le prestataire actuel (soit 700 000 €), CITIZ MEDIA, représente deux fois l'augmentation tarifaire votée en juillet 2024 (350 000 € par an).

Cette recette représente également 2,5 % du coût annuel du réseau IDELIS, et elle est supérieure à la Dotation Générale de Décentralisation perçue par le Syndicat Mixte et représente près de 80 % du coût annuel d'une ligne TEMPORIS.

Une diminution voire, dans la situation la plus défavorable, une perte de cette recette aurait une conséquence désastreuse sur l'offre du service public de transport et sur le coût du service pour l'usager.

Monsieur DUDRET n'a pas pris part au vote.

Conclusions adoptées à l'unanimité

5 – Avenant n°1 au contrat de service public 2024-2029

Rapporteur : Monsieur Nicolas PATRIARCHE

Mesdames, Messieurs,

En date du 21 décembre 2023, le Syndicat Mixte Pau Béarn Pyrénées Mobilités (SMPBPM) et la Société Publique Locale pour l'Exploitation des Transports Publics et des Services à la Mobilité de l'Agglomération Paloise (SPLETPSMAP) ont conclu un contrat de service public pour la période allant du 1^{er} janvier 2024 jusqu'au 31 décembre 2029 et relatif à l'exploitation des transports urbains et des services à la mobilité sur le ressort territorial du Syndicat Mixte.

Au cours du premier semestre 2024, la SPL STAP a saisi le SMPBPM de la nécessité de conclure un avenant au contrat. L'article 4 du contrat prévoit en effet la nécessité de conclure un avenant pour « toute décision entraînant modification du programme de référence ».

Cet avenant a pour objet :

- l'évolution de l'offre de transport régulier (kilomètres supplémentaires de production sur les lignes T1 et 5 notamment avec passage par la gare) ;
- l'évolution de l'offre de transport à la demande (TAD) et de celle du transport des personnes à

- mobilité réduite (TPMR) ;
- une augmentation de la flotte vélo ;
 - le décalage dans le temps de la livraison de bus électriques entraînant le maintien dans le parc de véhicules thermiques plus coûteux ;
 - le remboursement au coût réel par le SMPBPM, des pièces détachées des bus hydrogène achetées directement par la SPL à la suite de la faillite de la société Van Hool en charge du contrat de maintenance ;
 - l'arrêt du service médiation porté en partenariat entre la STAP et l'association CEID sur les quartiers Ousse des bois, Saragosse et centre-ville ;
 - l'arrêt du service Points relais IDEcycle ;
 - une modification législative en matière de congés payés (loi du 22 avril 2024 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne) ;
 - l'intégration de la hausse de la valeur du point négociée à l'automne 2023 entre l'approbation en comité syndical du projet de contrat et la signature de ce dernier ;
 - la modification de la gamme tarifaire entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2024 et approuvée par délibération du comité syndical du 19 juin 2024.

	2024	2025	2026	2027	2028	2029
TOTAL	497 500 €	502 900 €	502 900 €	502 900 €	502 900 €	502 900 €
Charges salariales (montant non soumis à indexation)	350 000 €	350 000 €	350 000 €	350 000 €	350 000 €	350 000 €
Modifications contractuelles (montant à titre indicatif car soumis à indexation chaque année)	147 500 €	152 900 €	152 900 €	152 900 €	152 900 €	152 900 €
Flotte vélos		48 000 €	48 000 €	48 000 €	48 000 €	48 000 €
Modification de l'offre de transports	160 000 €	160 000 €	160 000 €	160 000 €	160 000 €	160 000 €
Fin du service médiation	-12 500 €	-50 000 €	-50 000 €	-50 000 €	-50 000 €	-50 000 €
Fin du service Points relais IDEcycle		-5 100 €	-5 100 €	-5 100 €	-5 100 €	-5 100 €

Conclusions adoptées à l'unanimité

6 – Autorisation d'engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement avant le vote du budget

Rapporteur : Monsieur Jean-Yves COURREGES

Mesdames, Messieurs,

Conformément aux dispositions des articles L.5711-1 et L.1612-1 du Code Général des Collectivités territoriales modifiées par la Loi n°2012-1510 du 29/12/2012, dans le cas où le budget d'un groupement de collectivité n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget, le Président peut, sur autorisation de l'organe délibérant engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

L'autorisation mentionnée à l'alinéa ci-dessus précise le montant et l'affectation des crédits. Les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessus, sont inscrits au budget lors de son adoption. Le comptable est en droit de payer les mandats et recouvrer les titres de recettes émis dans les conditions ci-dessus.

Il est proposé au Comité Syndical de permettre à Monsieur le Président d'engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite de 25% avant l'adoption du Budget.

Conclusions adoptées à l'unanimité

7 – Décision modificative de crédits n°1

Rapporteur : Monsieur Jean-Yves COURREGES

Mesdames, Messieurs,

Cette décision modificative porte sur deux points.

Le premier point porte sur l'article 6574 – Subventions d'exploitation aux personnes de droit privé.

Il s'agit d'abonder l'article 6574 suite à l'avenant n°1 au contrat de délégation de service présenté par la STAP.

Le deuxième point concerne les intérêts courus non échus de l'exercice N-1.

A la clôture de l'année N, le rattachement de ces intérêts donne lieu à l'émission d'un mandat récapitulatif à l'article 66112, faisant apparaître les intérêts se rapportant à l'exercice mais non échus. Il convient d'augmenter les crédits disponibles sur cet article afin de faire face aux écritures régularisatrices de fin d'année.

L'ensemble de ces virements seront réalisés sur la section de fonctionnement.

OPERATIONS REELLES	Chapitre / article	Dépenses de fonctionnement	Recettes de fonctionnement
Dépenses imprévues	O22	- 600 000,00 €	
Subventions d'exploitation aux personnes de droit privé	65 / 6574	500 000,00 €	
Intérêts courus non échus de l'exercice N-1	66 / 66112	100 000,00 €	
TOTAL		- 0 €	

Conclusion adoptée à l'unanimité

8 – Convention de répartition de gestion des ouvrages du BHNS entre la Ville de Pau, la Communauté d'Agglomération Pau Béarn Pyrénées Mobilités et le Syndicat Mixte Pau Béarn Pyrénées Mobilités

Rapporteur : Monsieur Nicolas PATRIARCHE

Mesdames, Messieurs,

Le Syndicat Mixte Pau Béarn Pyrénées Mobilités (SMPBPM), autorité organisatrice des mobilités, a porté le projet de la ligne de bus à haut niveau de service (BHNS) reliant l'hôpital François Mitterrand à la gare de Pau, projet qui avait été initié par la communauté d'agglomération Pau Béarn Pyrénées.

Les travaux ont consisté principalement en la création de voies en site propre, de stations équipées de mobilier urbain, d'information voyageur, de caméras et de distributeurs automatiques de titres de transport, de voies de circulation banalisées, de pistes cyclables, de réaménagement de carrefours et de giratoires, de reprise des trottoirs, des espaces verts, de l'éclairage public, de

la signalisation lumineuse du trafic, de la signalisation verticale et horizontale, de parkings relais.

Il convient désormais de préciser comme suit, par convention, les modalités de gestion des ouvrages ainsi créés ou modifiés en fonction des compétences respectives :

- Du Syndicat Mixte Pau Béarn Pyrénées Mobilités :

- Voie en site propre, aménagement et voirie, de bordure à bordure incluse (hors trottoirs),
- Pont du site propre BHNS,
- Quais et stations, notamment l'ensemble du mobilier (billettique, communication, information voyageur, etc), ainsi que les réseaux nécessaires au fonctionnement des ouvrages relevant du SMPBPM,
- Mobiliers urbains des stations du BHNS, notamment les poteaux, abris bus, bancs et poubelles,
- Signalisation directement utile à la circulation du BHNS (feux de signalisation du site propre, signalisation verticale et horizontale du site propre, armoires de feu, branchements électriques, câblages mâts de feux),
- Systèmes d'information utiles au fonctionnement du BHNS,
- Bâtiments liés à l'infrastructure,
- Parkings-relais Cliniques et Catherine de Bourbon.

- De la communauté d'agglomération Pau Béarn Pyrénées :

- Chaussées non dédiées au BHNS, englobant l'ensemble des éléments présents et utiles à leur fonctionnement, dont les trottoirs, Ponts et ouvrages d'art,
- Pistes cyclables constitutives d'accessoires des voies du BHNS,
- Signalisation non dédiée à la circulation du BHNS (feux de signalisation, signalisation verticale et horizontale hors site propre),
- Ouvrages et réseaux de gestion des eaux usées et de rétention eaux pluviales,

- De la Ville de Pau :

- Espaces verts (y compris abords paysagers et arborés) non constitutifs d'accessoires de voirie,
- Espaces de stationnement (hors parkings-relais),
- Eclairage public,
- Mobiliers urbains non dédiés au BHNS : poubelles, bancs publics, mât porte-affiche, arceaux vélo, jeux et équipements sportifs...,
- Vidéoprotection,
- La propreté urbaine, le salage et le déneigement sur l'ensemble des espaces quel que soit leur gestionnaire.

Le projet de convention de gestion est joint au présent rapport.

En matière patrimoniale, les infrastructures se répartissent entre les trois collectivités de la manière suivante :

- SMPBM : 18.5 M€
- CAPBP : 19.4 M€
- Ville de Pau : 6.3 M€

Cette convention prendrait effet à compter de la date de signature par l'ensemble des parties et serait conclue pour la durée d'affectation des ouvrages aux compétences légalement définies de chacune des parties.

Conclusions adoptées à l'unanimité

9 – Avis sur la Zone à Faibles Emissions mobilités (ZFE-m) de l'agglomération paloise

Rapporteur : Nicolas PATRIARCHE

Mesdames, Messieurs,

L'instauration d'une zone à faibles émissions mobilité (ZFE-m) est obligatoire avant le 31 décembre 2024 dans toutes les agglomérations de plus de 150 000 habitants, situées sur le territoire métropolitain.

Par délibération du 26 septembre 2024, la Communauté d'Agglomération Pau Béarn Pyrénées a acté l'organisation d'une étude réglementaire unique et d'une seule procédure de participation du public dans le cadre de la mise en œuvre d'une Zone à Faibles Émissions (ZFE-m).

Ce dispositif est à la croisée des politiques de mobilités durables et de santé publique, en tentant de faire baisser les émissions de polluants atmosphériques (oxydes d'azote et particules fines) à proximité des secteurs densément urbanisés.

La ZFE-m limite ainsi la circulation des véhicules les plus polluants dans un périmètre défini ; ce même périmètre devant représenter l'armature urbaine à l'intérieur de laquelle se construisent les politiques de promotion des mobilités durables (covoiturage, vélo, transports en commun, etc.)

Concernant la Communauté d'Agglomération Pau Béarn Pyrénées, les maires des communes membres n'ont pas souhaité transférer au président de l'EPCI leurs prérogatives en matière de ZFE-m. Il appartiendra donc aux maires des communes comprises dans le périmètre de la zone, de prendre l'arrêté en vue de l'instaurer (Pau, Billère, Lons, Mazères-Lezons, Gelos, Jurançon, Idron, Bizanos).

En tant que Personne Publique Associée, le syndicat Pau Béarn Pyrénées Mobilités est consulté pour exprimer son avis.

Après analyse des huit projets d'arrêté, de l'étude règlementaire ZFE-m et de l'étude d'impact d'ATMO Nouvelle Aquitaine sur la qualité de l'air, les remarques suivantes peuvent être formulées :

- L'interdiction de circulation imposée aux véhicules « non classés » est une mesure acceptable socialement (3,2 % du parc roulant en 2023) tout en impactant positivement la qualité de l'air (- 10 % d'émissions d'oxyde d'azote après la mise en œuvre de la ZFE-m) ;
- Le périmètre de la ZFE-m, délimité par la « petite rocade » (D802 / D817 / D834), traduit une barrière physique claire et compréhensible des automobilistes (qu'ils soient résidents ou de passage) ;
- Les dérogations locales proposées encouragent le report modal ainsi que l'économie de la fonctionnalité grâce notamment aux dérogations « Petit rouleur » et « Pass 52 jours » plutôt que le renouvellement automatique des véhicules ;
- Les mesures d'accompagnement, comme le numéro vert « conseil mobilité » devrait permettre aux administrés concernés, de trouver la solution la plus adaptée tout en réfléchissant aux alternatives à l'automobile.

De par ses compétences, Pau Béarn Pyrénées Mobilités s'engage à accompagner la mise en œuvre de ce dispositif et à construire, en lien avec les autres politiques sectorielles (urbanisme, habitat, développement économique, ...) l'offre de mobilité de demain.

Conclusions adoptées à l'unanimité

10 – Subvention du Fonds vert pour le déploiement d'un nouveau service de vélos en libre-service

Rapporteur : Monsieur Jean-Yves COURREGES

Mesdames, Messieurs,

Le Fonds vert est un dispositif initié par l'Etat en 2023 pour accélérer la transition écologique dans les territoires. Il est destiné à financer des projets présentés par les collectivités territoriales et leurs partenaires publics ou privés dans trois domaines :

- Performance environnementale ;
- Adaptation du territoire au changement climatique ;
- Amélioration du cadre de vie.

Le Syndicat Mixte Pau Béarn Pyrénées Mobilités a souhaité candidater en tant que porteur du projet de déploiement d'un nouveau service de vélos en libre-service. La demande de subvention a été déposée en date du 7 octobre 2024.

Le projet ayant été jugé recevable par les services de l'Etat, il convient de ratifier une convention fixant les conditions, notamment financières, du concours de l'Etat à la réalisation de ce projet.

Le coût total prévisionnel du projet est de 500 000 € HT.

L'Etat apporte une contribution de 400 000 € représentant 80% du coût global du projet HT. Ce montant constitue la limite maximale de l'engagement ferme de l'Etat.

Le projet doit être réalisé dans un délai maximum de 12 mois à compter de la date du début d'exécution, éventuellement prorogé de 12 mois supplémentaires sur demande du bénéficiaire.

Comme de coutume dans ce type de partenariat, le bénéficiaire s'engage à mentionner la participation financière de l'Etat à cette opération sur l'ensemble de ses supports de communication.

Conclusions adoptées à l'unanimité

11 – Télétransmission électronique des actes administratifs du Syndicat Mixte Pau Béarn Pyrénées Mobilités au contrôle de légalité

Rapporteur : Jean-Yves COURREGES

Mesdames, Messieurs,

Par délibération en date du 27 avril 2011, le Comité Syndical approuvait la signature, avec la Préfecture des Pyrénées Atlantiques, d'une convention pour la transmission des actes administratifs soumis au contrôle de légalité par voie dématérialisée.

Par avenant n°1 du 29 juillet 2019, il a été décidé d'étendre le périmètre des actes à transmettre par cette voie, à l'ensemble des documents budgétaires : budget primitif et supplémentaire, décisions modificatives, compte de gestion et compte administratif.

Dans le cadre d'un marché conclu avec la société SESIN le 24 mai 2024, le Syndicat Mixte a acquis un nouveau logiciel pour la gestion de l'ensemble de ses actes administratifs impliquant une modification du tiers de télétransmission. Il est donc nécessaire de conclure avec la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques un avenant n°2 à la convention initiale

Conclusions adoptées à l'unanimité